

Votre correspondant

Pour des questions scientifiques :

suivi.scientifique@gip-ierdj.fr

Pour des questions administratives ou financières :

suivi.administratif@gip-ierdj.fr

Dans le cadre de sa programmation scientifique pluriannuelle sur le thème *Droit, justice et numérique*, l'Institut des études et de la recherche sur le droit et la justice lance un appel à projets de recherche sur **L'impact du numérique sur les métiers du droit et de la justice**.

Le numérique est aujourd'hui omniprésent dans les métiers du droit et de la justice. À l'ère de la dématérialisation, des plateformes et des données ouvertes (ou *open data*), les outils de communication électronique (courriels, visioconférences) et autres outils collaboratifs, les progiciels et applications métiers, les minutiers et fichiers électroniques, les logiciels de production de documents types, les outils de pilotage et de suivi, les portails numériques, les outils de signature électronique, les coffres forts numériques, etc. façonnent des environnements de travail complexes et sophistiqués, qui modifient les pratiques et processus de travail ainsi que les relations entre les professionnels ou avec les usagers.

Parallèlement, l'impact des développements du numérique sur les métiers est une thématique qui suscite un intérêt croissant tant de la part du monde scientifique¹ que des institutions publiques² ou de diverses organisations et cercles de réflexion³.

¹. Cf. à titre d'illustration, « Travail, emploi et organisations à l'ère du numérique », colloque interdisciplinaire, 20 et 21 mars 2025, CNAM Paris, organisé par Marie Benedetto-Meyer *et al.* ; « Enjeux et changements dans le travail juridique à l'ère de l'Anthropocène et de l'IA », appel à communications pour le Ve Forum de l'International Sociological Association, Rabat (Maroc), 6-11 juillet 2025, session organisée par Corinne Delmas ; dossier « Les transformations numériques et l'intelligence artificielle au travail », coordonné par Claire Morin *et al.*, appel à contributions pour la revue *Chroniques du travail*, à paraître en décembre 2025.

². Cf. à titre d'illustration, ministère du Travail, OPCO Atlas, EDEC Numérique Prospective 2025, « Étude sur l'impact de la transition numérique sur les emplois et les compétences dans les treize branches de l'OPCO ATLAS », décembre 2022 ; OCDE, « Perspectives de l'OCDE sur les compétences 2019 », Éditions de l'OCDE, 2020, chapitre 2 « Monde du travail numérique : les transformations des métiers et leurs répercussions sur les besoins en compétences », p. 44-91 ; Labo Société Numérique, « Transformations numériques du travail : chiffres et tendances », article publié le 6 mars 2019 ; France Stratégie, « Intelligence artificielle et travail », Rapport à la ministre du Travail et au secrétaire d'État du Premier ministre chargé du Numérique, mars 2018.

³. Cf. à titre d'illustration, Fondation Jean Jaurès, CFTD, « Télétravail, pratiques syndicales et sociabilités au travail », par Sophie Louey, Jérôme Péglise et Henri Bergeron, 2024 ; Cercle Montesquieu, « Numériser – La justice commerciale française : l'outil et l'esprit », 2022 ; Fondation Jean Jaurès, Coup Data, « Mécanisme d'une justice algorithmisée », par Adrien Basdevant, Aurélie Jean et Victor Storchan, 2021 ; Cercle Montesquieu, CMS Francis Lefebvre Avocats, Day One, « Étude sur la digitalisation des directions juridiques », 2019 ; Fing (Fondation d'un internet nouvelle génération), « Les transformations du travail à l'ère numérique », Synthèse du programme Digiwork par Amandine Brugière et Aurialie

Quoiqu'il existe une littérature traitant des transformations du travail liées au développement du numérique, y compris dans les mondes du droit et de la justice, il apparaît un manque de recherches empiriques sur l'impact du numérique sur les métiers du droit et de la justice. Il serait par ailleurs utile d'envisager tous les aspects du numérique et pas seulement les technologies de l'intelligence artificielle et de la *blockchain*, dont le déploiement est somme toute limité comparé à la multiplicité des utilisations de l'informatique dans les professions juridiques et judiciaires.

Trois axes non exhaustifs sont proposés à la réflexion. Ces axes pourraient éventuellement se décliner dans une perspective comparée ou adopter une démarche prospective.

L'impact du numérique sur les pratiques professionnelles

Il s'agit là d'interroger **l'impact du numérique sur les pratiques et les méthodes de travail** de l'ensemble des professionnels du droit et de la justice, qu'ils et elles soient magistrats, greffiers, avocats, directeurs juridiques, notaires, commissaires de justice, greffiers de tribunal de commerce, administrateurs et mandataires judiciaires, médiateurs et conciliateurs de justice, arbitres, officiers de police judiciaire, agents de l'administration pénitentiaire, agents de la protection judiciaire de la jeunesse, etc., en considérant aussi le cas particulier des professionnels exerçant des fonctions d'encadrement et de gestion.

Plusieurs dimensions pourraient être utilement envisagées. Il serait ainsi possible **d'étudier les effets**, aussi bien positifs que négatifs, **de phénomènes d'accélération, d'accès facilité** à l'information et de multi-activité, avec des enjeux de gestion du temps, de fragmentation et de renouvellement ou de réaménagement des tâches, ainsi que de **complexité** voire de **surplus de travail**. On pourrait aussi questionner **les phénomènes d'hyper-connexion**, de **surcharge cognitive** et de **débordement de la vie professionnelle sur la vie privée**, avec des conséquences éventuelles sur la santé et la qualité de vie au travail. On pourrait encore considérer les compétences requises et **la place du numérique dans les formations** initiales et continues, au regard de la sophistication des outils et de la complexité des environnements numériques. Il serait intéressant d'envisager également la **problématique de l'éthique, des valeurs et du sens des métiers** et d'examiner **la réception des outils numériques**, qui met en jeu les représentations sociales des professionnels et peut s'opérer de manière proactive ou bien avec des résistances volontaires ou involontaires. L'évolution des métiers de la recherche sur le droit et la justice pourrait également être abordée, de même que les modalités d'enseignement du droit et de ses métiers.

L'impact du numérique sur les organisations de travail

Il s'agit ici de questionner **l'impact du numérique sur les organisations de travail des professionnels** du droit et de la justice (juridictions judiciaires et administratives, administrations, cabinets d'avocats, offices notariaux, études de commissaires de justice, directions juridiques, offices de greffier de tribunal de commerce, cabinets de mandataires et administrateurs judiciaires, associations ou sociétés de médiateurs et conciliateurs de justice, cabinets d'arbitrage, cabinets de conseil, lieux d'accès au droit, etc.) en étudiant notamment **les changements** induits concrètement et la **plus-value** qui en résulterait en termes de résultats qualitatifs ou quantitatifs.

Jublin, 2017 ; Institut Montaigne, « Justice : faites entrer le numérique », novembre 2017 ; Terra Nova, « Travailler au XXIème siècle. L'ubérisation de l'économie ? », par Jacques Barthélémy et Gilbert Cette, 2017.

Plusieurs dimensions pourraient être explorées. Les **conséquences sur le management** et la **gestion des ressources humaines** ou bien sur le **choix des modèles d'affaires** pourraient ainsi être abordées. On pourrait se pencher sur la **gestion des espaces, des lieux et des temps de travail**. Il serait utile de considérer encore l'importance du rapportage (ou *reporting*) qui s'accompagne d'un phénomène de quantification. On pourrait s'intéresser aussi au **fonctionnement collectif** et au **partage d'informations**, en questionnant des phénomènes éventuels d'individualisation et de mise en tension, voire de disparition ou en tous les cas de transformation, des collectifs de travail. Il pourrait s'agir en outre **d'étudier les impacts en termes d'efficacité, de qualité et de contenu du travail**. Il pourrait être encore pertinent d'envisager les problématiques de la régulation, de l'éthique et de la transparence reconfigurées par le numérique. Il serait utile d'examiner enfin l'évolution des statuts et des droits des salariés du secteur privé comme des agents de la fonction publique.

L'impact du numérique sur les relations professionnelles

Il s'agit sous ce versant **d'étudier l'impact du numérique sur les relations de travail** et les relations interprofessionnelles.

Pourraient ainsi être étudiées **les conséquences de la numérisation sur les relations entre pairs** ou bien **les relations entre les différents professionnels** au sein des juridictions (civiles, pénales, commerciales, prud'homales, administratives, etc.) et notamment entre tous les acteurs du procès. Pourraient également être examinées les relations entre les professionnels du droit et de la justice et leurs instances professionnelles au regard des politiques numériques qu'elles sont susceptibles de déployer, les relations entre les professionnels du droit et de la justice et les professionnels du numérique ou encore les relations entre les professionnels du droit et de la justice et les justiciables.

Modalités

Par des approches pluridisciplinaires pouvant croiser notamment le droit, la sociologie, l'anthropologie, la psychologie sociale, la science politique, l'économie, l'histoire, la philosophie ou d'autres disciplines, cet appel à projets invite à explorer l'impact du numérique sur les métiers du droit et de la justice sous tous ses aspects. Lorsque c'est pertinent, les approches comparées et prospectives et l'association du point de vue des enquêtés seront appréciées.

Bibliographie sélective

Dossier « Les défis de la justice numérique », *Les Cahiers de la Justice*, 2019/2, n° 2.

Dossier « Le droit à l'épreuve des algorithmes », coordonné par Christophe DUBOIS et Frédéric SCHOENAERS, *Droit et société*, 2019/3, n° 103

Dossier « Intelligence artificielle », *Revue pratique de la prospective et de l'innovation*, n° 1, 2 août 2024

Dossier « L'intelligence artificielle : vers un bouleversement du droit ? », coordonné par Thierry KIRAT, *Management & Data Science*, vol. 5, n° 2, février 2021

Dossier « Justice et numérique. Quelles (r)évolutions ? Actes du séminaire e-juris septembre 2018 – février 2019 », coordonné par Isabelle SAYN, *La Semaine juridique Édition générale*, supplément au n° 44-45, 28 octobre 2019

Dossier « Justice et numérique : réflexions croisées », coordonné par Alexandra BENSAMOUN, *Dalloz IP/IT*, 2021, p. 246 s.

- Dossier « Les métiers du droit au défi du numérique », coordonné par François TRASSOUDAIN et Jean-Pierre DARDAYROL, *Enjeux numériques*, n° 3, septembre 2018
- Dossier « Nouvelles technologies », *Revue pratique de la prospective et de l'innovation*, n° 1, 1er mai 2023
- Dossier « Les politiques numériques notariales », coordonné par Manuella BOURASSIN, Corine DAUCHEZ, Marc PICHARD, *La Semaine juridique Notariale et Immobilière*, n° 9, 2 mars 2023
- AKYUREK Ozan, DAVID Romain, « Le procès civil à l'épreuve du numérique », *Les Petites affiches*, n° 138, 11 juillet 2018, n° 137d3, p. 14 s.
- Association française de droit du travail et de la sécurité sociale (AFDT), *Intelligence artificielle, gestion du personnel et droit du travail : les travaux de l'AFDT*, sous la direction de Patrice ADAM, Martine LE FRIANT et Yasmine TARASEWICZ, Paris, Dalloz, 2020
- BARBIN Émilie, « Le contrôle juridictionnel de l'outil numérique d'aide à la décision administrative », *Revue française de droit administratif*, 2021, p. 491 s.
- BARRAUD Boris, « Le droit en datas : comment l'intelligence artificielle redessine le monde juridique », *Revue Lamy Droit de l'immatériel*, 2019, n° 164, p. 49-54
- BARTHÉLÉMY Jacques, CETTE Gilbert, *Travail et changements technologiques : de la civilisation de l'usine à celle du numérique*, Paris, Odile Jacob, 2021
- BENEDETTO-MEYER Marie, BOBOC Anca, *Sociologie du numérique au travail*, Paris, Armand Collin, 2021
- BENEDETTO-MEYER Marie, « Le travail d'un manager face à la "transformation numérique" », *Savoir/Agir*, 2019, vol. 47, n° 1, p. 87-95
- BENSAMOUN Alexandra, DOUVILLE Thibault, « Datajust, une contribution à la transformation numérique de la justice : traitement des données personnelles », *La Semaine juridique Édition générale*, n° 19, 2020, p. 907-910
- BERLIT Uwe, « E-Justiz en Allemagne – La progression de la numérisation de la justice », *Revue française de droit administratif*, 2021, p. 397 s.
- BIDET Alexandra, DATCHARY Caroline, GAGLIO Gérald (dir.), *Quand travailler c'est s'organiser. La multi-activité à l'ère numérique*, Paris, Presse des mines, 2017
- BLANC Nathalie, MEKKI Mustapha (dir.), *Le juge et le numérique : un défi pour la justice du XXIe siècle*, actes du colloque, 8 juin 2018, Grand'chambre de la Cour de cassation, organisé par l'Institut de recherche pour un droit attractif (IRDA), Paris, Dalloz, 2019
- BOULLIER Dominique, *Sociologie du numérique*, 2e édition, Paris, Armand Colin, 2019
- BOURASSIN Manuella, DAUCHEZ Corine, PICHARD Marc (dir.), « Notariat et numérique. Le cybernotaire au cœur de la République numérique », rapport pour le GIP IERDJ, 2021
- CAMAJI Laure, ISIDRO Lola, « La dématérialisation des services publics : quels impacts sur les droits sociaux des salariés ? », *Revue du droit du travail*, 2021, p. 569 s.
- CANIVENC Suzy, CAHIER Marie-Laure, *Numérique collaboratif et organisation du travail : au-delà des promesses*, Paris, Presses des mines, La Fabrique de l'industrie, 2023
- CASSAR Bertrand, « La transformation numérique du monde du droit », thèse de doctorat en droit privé, sous la direction Franck Macrez, université de Strasbourg, 2020
- CHASSAGNARD-PINET Sandrine (dir.), « Le e-règlement extrajudiciaire des différends. Le déploiement d'une justice alternative en ligne », rapport pour le GIP IERDJ, 2022
- CLAVIER Jean-Pierre (dir.), *L'algorithmisation de la justice*, Bruxelles, Larcier, 2020
- DEFFAINS Bruno, « Marchés et métiers du droit aux défis du numérique », *Annales des mines*, 2022/4, n° 20, p. 39-46
- DEFFAINS Bruno, « Le monde du droit face à la transformation numérique », *Pouvoirs*, 2019/3, n° 170, p. 43-58

- DUDÉZERT Aurélie, *La transformation digitale des entreprises*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 2018
- GABUTHY Yannick (dir.), « Une analyse économique du marché des plateformes juridiques en ligne », rapport pour le GIP IERDJ, 2023
- GARAPON Antoine, LASSÈGUE Jean, *Justice digitale*, Paris, Presses universitaires de France, 2018
- GIRARD-CHANUDET Camille, « La justice algorithmique en chantier. Sociologie du travail et des infrastructures de l'Intelligence artificielle », thèse de doctorat de sociologie, sous la direction de Nicolas Dodier et Valérie Beaudouin, EHESS, 2023
- GODEFROY Lémy, LEBARON Frédéric, LÉVY-VÉHEL Jacques (dir.), « Comment le numérique transforme le droit et la justice par de nouveaux usages et un bouleversement de la prise de décision. Anticiper les évolutions pour les accompagner et les maîtriser », rapport pour le GIP Mission de recherche Droit et Justice, 2019
- GOMEZ Pierre-Yves, « Les transformations du travail dans l'économie numérique », *Entreprendre & Innover*, 2018/2, n° 37, p. 8-17
- GORLIER Vincent, « La transformation numérique de la profession d'avocat », thèse de doctorat de droit privé, sous la direction de Mustapha Mekki, université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2023
- G'SELL Florence (dir.), *Le Big Data et le droit*, Paris, Dalloz, 2020
- G'SELL Florence, *Justice numérique*, Paris, Dalloz, 2021
- HUBIN Jean-Benoît, JACQUEMIN Hervé, MICHAUX Benoît (dir.), *Le juge et l'algorithme : juges augmentés ou justice diminuée ?*, Bruxelles, Larcier Legal, 2019
- HYDE Aurore, DELABORDE Agnès, LICOPPE Christian (dir.), « Droit et intelligence artificielle. Quelle régulation du marché pour des outils de justice prévisionnelle dignes de confiance ? », rapport pour le GIP IERDJ, à paraître en 2025
- JACOB Steve, SOUISSI Seima, « Les intervenants sociaux face à la transformation numérique : synthèse de littérature internationale sur l'évolution de la mission et des compétences professionnelles », *Revue des politiques sociales et familiales*, vol. 145, n° 4, 2022, p. 83-93
- JAMAL Sarah, OBIDZINSKI Marie (dir.), « La participation des individus à l'enquête en droit international à travers les réseaux sociaux », rapport pour le GIP IERDJ, à paraître en 2025
- LARMINAT Xavier de, JONCKHEERE Alexia, « L'édifice informatique des services socio-judiciaires en France et en Belgique : une architecture paradoxale ? », *Gouvernement et action publique*, vol. 4, n° 2, 2015, p. 105-128
- LOIZON Margaux, « Blockchain et activité notariale : vers une remise en cause de l'authenticité ? », thèse de doctorat de droit privé et sciences criminelles, sous la direction de Jean-Louis Respaud et Daniel Manguy, université de Montpellier, 2023
- MASSARO Monia, « Le réseau des projets *LegalTechs* en Belgique. Entre innovations techniques et avocats-entrepreneurs du droit », *Sociologies pratiques*, 2023/1, n° 46, p. 99-102
- PAULIAT Hélène, « Transformation numérique de la justice : quelles influences sur le métier de magistrat ? », *Revue justice actualités*, 2021/2, n° 6, p. 7-10
- SAYN Isabelle, RIVOLLIÉ Vincent (dir.), « Justice et numérique. Quels (r)apports ? », *Les cahiers de jurimétrie*, n° 1, 2024
- TESTARD Christophe, « L'administration numérique : une responsabilité administrative confortée », *Actualité juridique Droit administratif*, 2021, p. 1267 s.